

**DIRECTION GENERALE DES SERVICES/SERVICE ADMINISTRATION GENERALE/SECTEUR GUICHET
UNIQUE**

ARR2022_0263

ARRÊTÉ

OBJET : CONCESSION DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL DE NOISIEL, CASE COLUMBARIUM N° 120, CIMETIÈRE NOUVEAU, EMBLACEMENT N° 572-120

Le Maire de la Commune de Noisiel,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2223-13 et suivants relatifs aux concessions funéraires,

VU la délibération du conseil municipal n° DEL2020_0064 en date du 24 mai 2020 déléguant au maire, en application de l'article L.2122-22 8° du Code Général des Collectivités Territoriales, la délivrance de concessions funéraires,

VU l'arrêté n° ARR2021_0360 en date du 4 décembre 2021 établissant le règlement du cimetière communal,

VU la décision du maire n° DEC2021_0203 en date du 17 décembre 2021 fixant les tarifs des concessions funéraires à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

VU la demande présentée par Mme Boua-Bane VIENGXAYAVONG «épouse VANHXAY, domiciliée 12 allée Britannicus à Noisiel (77) et tendant à obtenir la concession d'une case columbarium dans le cimetière communal afin d'y inhumer son époux, M. Narong VANHXAY,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé le la concession de la case columbarium n° 120 Cimetière Nouveau d'une durée de 30 ans, à compter du 25 juillet 2022, de 2.00 m² superficiels.

ARTICLE 2 : Cette case columbarium est accordée à titre de :
- nouvelle concession

ARTICLE 3 : La case columbarium est accordée moyennant la somme totale de : 746,00 €, qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant la quittance n° 2022-31.

ARTICLE 4 : Ampliation du présent arrêté est transmise à :
- Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne ;
- Madame le Directeur général des services de la Ville de Noisiel ;
- L'intéressée,
chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

1/2



Suite de l'arrêté n° ARR2022_0263

Portant « Concession dans le cimetière communal de Noisiel, case columbarium n°120, Cimetière nouveau, Emplacement n°572-120 » (2)

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux (2) mois à compter de son caractère exécutoire. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyens, accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est rendu exécutoire à compter de la date de son affichage ou publication et de sa transmission au représentant de l'État.

Fait à Noisiel,

